

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Assimilation de certains emplois relevant de l'ex-caisse générale des retraites de l'Algérie à des emplois métropolitains correspondants.

Le ministre délégué à l'économie et aux finances, le ministre du travail, le ministre de la santé et de la sécurité sociale et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique),

Vu l'article 73 de la loi de finances pour 1969;

Vu l'arrêté du 19 décembre 1973, modifié et complété par l'arrêté du 18 octobre 1974,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — L'arrêté du 19 décembre 1973 modifié susvisé est complété comme suit :

EMPLOI DES CADRES D'ALGÉRIE	EMPLOI DES CADRES METROPOLITAINS au 3 juillet 1962.
Médecin de l'assistance médico-sociale d'Algérie.	Médecin inspecteur de la santé.
Médecin de 1 ^{re} classe : 4 ^e échelon.....	Médecin inspecteur de la santé : 7 ^e échelon.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 21 septembre 1977.

Le ministre du travail,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'administration générale,
du personnel et du budget,
PIERRE PASCAL.

Le ministre délégué à l'économie et aux finances,

Pour le ministre et par délégation :

Le chef du service des pensions,
JEAN LACRAMPE.

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'administration générale,
du personnel et du budget,
PIERRE PASCAL.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre
(Fonction publique),

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Pour le directeur général de l'administration
et de la fonction publique empêché :

Le sous-directeur,
PIERRE ESCLATINE.

Centres hospitaliers et universitaires.

Rectificatif au Journal officiel du 27 septembre 1977 (N. C. 145) :
page 6124, 1^{re} colonne, rubrique Pitié-Salpêtrière (université de Paris-VI), sous-rubrique Chirurgie générale, 2^e ligne, au lieu de :
« ... M. Chicot (Jean-Paul) », lire : « ... M. Chigot (Jean-Paul) ».

Médecins inspecteurs de la santé.

TABEAU D'AVANCEMENT COMPLÉMENTAIRE AU GRADE DE MÉDECIN INSPECTEUR EN CHEF DE LA SANTÉ

Année 1977.

- 1 M^{me} le docteur Boyer (Simone).
- 2 le docteur Maguin (Paulette), en service détaché.
- 3 le docteur Fouques (Irène).
- 4 MM. le docteur Godard (François), en service détaché.
- 5 le docteur Belaval (Jean).

TABEAU D'AVANCEMENT COMPLÉMENTAIRE AU GRADE DE MÉDECIN GÉNÉRAL DE LA SANTÉ

Année 1977.

- 1 MM. le docteur Lazareth (Jean).
- 2 le docteur Simon (Paul).

SECRETARIAT D'ETAT AUX UNIVERSITES

Liste des élèves de l'école nationale supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy ayant obtenu en 1977 le diplôme d'ingénieur de cet établissement.

Les élèves de l'école nationale supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy dont les noms sont mentionnés ci-après ont obtenu en 1977 le diplôme d'ingénieur de cet établissement :

Option Mines.

Basselin (Armel, Yves).	Hantz (Didier).
Brechet (Thierry).	Huglin (Jean, Georges).
Cherrier (Jean-Philippe).	Isfaoun (Mohamed).
Clara (Fabrice).	Lourdelet (Denis).
Combot (Eric).	Ollivier (Joël).
Coigouille (Yves).	Paradan (Thierry).
Culet (Annie).	Philippe (Michel).
Deramaut (Denis).	Potard (Yves).
Deschamp (Philippe).	Provost (Christine).
Estèves (Jean-Paul).	Pruneau (Philippe).
Fain (Alex).	Renie (Dominique).
Faucher de Corn (Ségolène).	Ripoll (Stéphane).
Frabot (Gérard).	Spalart (Jacques).
Fricout (Michel).	Toulas (François).
Gallet (Hélène).	Trohel (Jacques).
Glandy (Michel).	Valente (Jean-Pierre).
Gourmel (Pascale).	Watremez (Pierre).
Grapi (Joëlle).	Weil (Bernard).
Hamon (Pierre).	You (Thierry).

Option Physique du solide.

Althabegoity (Jean).	Lalanne (Jean-Louis).
Bergeret (Rémy).	Lebrun (Pierre).
Bugnard (Francis).	Mazet (Joël).
Canova (Gilles).	Moraillon (Guy).
Ciazynski (Jean-Jacques).	Pasquier (Michel).
Delmas (Bernard).	Ridacker (François).
Dietlin (Frédéric).	Roche (Patrick).
Grasser (François).	Sarrazin (Marie).
Gueret (Alain).	Stouls (Guy).
Hirtz (Jean-Pierre).	Stupfel (Bruno).
Jollain (Claude).	Taillandier (Jean-Claude).
	Willer (Claude).

Option Métallurgie.

Pham (Chi Linh).	Riviere (François).
Ribet (François) (de).	Schittly (Philippe).

Option Energie.

Balan (Michel).	Laubier (Tanguy) (de).
Bardet, née Demarly (Isabelle).	Maire (Dominique).
Doligez (Brigitte).	Morel (Thierry).
Dreano (Christian).	Renan (Jean-Claude).
Faure (Jean-Marie).	Vaillant (Thierry).
Gasc (Jean-Claude).	Verliere (Alain).

SECRETARIAT D'ETAT A LA JEUNESSE ET AUX SPORTS

Formation spécifique du brevet d'Etat de ski (option Moniteur de ski alpin pour enfants).

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport ;

Vu le décret n° 76-489 du 3 juin 1976 relatif à l'habilitation des fédérations sportives ;

Vu le décret n° 76-556 du 17 juin 1976 relatif à l'encadrement et à l'enseignement des sports de montagne, notamment son article 1^{er} ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu le décret n° 77-440 du 26 avril 1977 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ;

Vu l'arrêté du 10 juin 1977 portant délégation de signature au directeur de l'éducation physique et des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé l'option Moniteur de ski alpin pour enfants de la formation spécifique du brevet d'Etat de ski, institué par le décret n° 76-556 du 17 juin 1976 susvisé.

Cette option comporte un seul degré.

TITRE I^{er}

Conditions d'exercice.

Art. 2. — Le brevet d'Etat de ski (option Moniteur de ski alpin pour enfants) confère à son titulaire le droit d'enseigner le ski alpin aux enfants de moins de treize ans sur les pistes aménagées et balisées depuis la classe d'accueil jusqu'à la classe 4 incluse de la progression de l'enseignement du ski alpin pour enfants définie par la commission consultative du ski.

TITRE II

Conditions et formalités d'inscription.

Art. 3. — Les candidats à l'examen du brevet d'Etat de ski (option Moniteur de ski alpin pour enfants) doivent, lors de leur inscription, avoir subi avec succès un examen probatoire dans les conditions fixées aux articles 4 et 5 ci-après. Toutefois, les personnes possédant l'un des titres figurant à l'annexe I du présent arrêté sont dispensées de cet examen probatoire.

Art. 4. — Pour faire acte de candidature à l'examen probatoire prévu à l'article 3 ci-dessus, les intéressés doivent adresser au directeur départemental de la jeunesse et des sports du lieu de leur domicile, deux mois au moins avant la date de l'examen, un dossier comprenant les pièces suivantes :

Une demande d'inscription rédigée sur papier libre de format normalisé 21 x 29 ;

Une copie ou une photocopie certifiée conforme de l'attestation de réussite à l'examen de formation générale commune aux métiers sportifs de la montagne prévue à l'article 1^{er} du décret du 17 juin 1976 susvisé (à titre transitoire et jusqu'à la date du 15 novembre 1978, les épreuves de l'examen de formation générale commune aux métiers sportifs de la montagne pourront être subies après celles de l'examen probatoire ; les candidats à l'examen probatoire devront être âgés de dix-huit ans au moins au 1^{er} janvier de l'année de l'examen) ;

Une fiche individuelle d'état civil datant de moins de trois mois ;

Un certificat de classement délivré par la fédération française de ski ou l'un des tests de niveau équivalent reconnus par cet organisme et figurant à l'annexe I du présent arrêté ;

Un certificat médical d'aptitude fonctionnelle à la pratique et à l'enseignement du ski, datant de moins de trois mois ;

Une enveloppe affranchie portant le nom, le prénom et l'adresse du candidat.

En outre, le jour de l'examen, les candidats devront présenter une pièce d'identité avec photographie.

Pour faire acte de candidature à l'examen du brevet d'Etat de ski (option Moniteur de ski alpin pour enfants), les intéressés doivent adresser au directeur départemental de la jeunesse et des sports du lieu de leur domicile, deux mois au moins avant la date de l'examen, un dossier comprenant les pièces suivantes :

1° Une demande d'inscription sur la liste des candidats à l'examen du brevet d'Etat de ski (option Moniteur de ski alpin pour enfants), rédigée sur papier libre de format normalisé 21 x 29, accompagnée du montant du droit d'examen en timbres fiscaux ;

2° Deux enveloppes affranchies portant le nom, le prénom et l'adresse du candidat ;

3° Deux photos d'identité ;

4° Une fiche individuelle d'état civil datant de moins de trois mois ;

5° Un extrait du bulletin n° 3 du casier judiciaire datant de moins de trois mois ;

6° Un certificat médical d'aptitude fonctionnelle à la pratique et à l'enseignement du ski datant de moins de trois mois ;

7° Une copie ou une photocopie certifiée conforme de l'attestation de réussite à l'examen probatoire prévu à l'article 3 ci-dessus, datant de moins de deux ans, délivrée par le directeur régional de la jeunesse et des sports du lieu de l'examen, ou, éventuellement, une copie ou une photocopie certifiée conforme de la pièce justificative de l'un des titres sportifs, dont la liste figure en annexe I du présent arrêté, permettant au candidat de bénéficier de la dispense de l'examen probatoire susvisé.

TITRE III

Nature des épreuves.

Art. 5. — Les épreuves de l'examen probatoire, organisées par les directions régionales de la jeunesse et des sports, comprennent :

Une descente libre (coefficient 1) ;

Un slalom géant (coefficient 1).

Les modalités du déroulement de ces épreuves sont définies à l'annexe II du présent arrêté.

Chaque épreuve est notée sur 20 points.

Aucune note n'est éliminatoire.

Pour être admis à l'examen probatoire, les candidats doivent avoir obtenu un total de 20 points au moins.

Art. 6. — L'examen du brevet d'Etat de ski (option Moniteur de ski alpin pour enfants) comprend :

A. — Des épreuves techniques (coefficient 6).

Virage vers l'aval, skis parallèles (coefficient 2) ;

Virage stem (coefficient 1) ;

Descente libre (coefficient 3).

B. — Des épreuves pédagogiques (coefficient 10).

1° Trois épreuves orales et pratiques portant sur :

- a) L'observation et l'étude critique de l'évolution d'un jeune skieur (coefficient 2) ;
- b) La préparation et la conduite d'une leçon collective de ski alpin destinée à des enfants (coefficient 3) ;
- c) La démonstration de mouvements de la progression d'enseignement du ski alpin pour enfants en situation pédagogique (coefficient 2).

2° Une épreuve écrite (durée : deux heures) portant sur :

- a) L'enseignement du ski alpin aux enfants à partir d'une situation pédagogique (coefficient 1) ;
- b) La préparation d'une séance ou l'établissement d'une progression d'enseignement du ski alpin (coefficient 1) ;
- c) La technique du ski alpin et l'analyse du mouvement (coefficient 1).

C. — Des épreuves de connaissances générales appliquées au ski (coefficient 3).

1° Une épreuve écrite portant sur la réglementation relative à la profession et sur la réglementation relative à la sécurité (durée : une heure ; coefficient 1) ;

2° Une épreuve orale portant sur des notions de pédagogie générale et de psychologie de l'enfant (coefficient 2).

En outre, les candidats pourront demander à subir une épreuve orale facultative de langue vivante étrangère (coefficient 1) choisie sur la liste figurant à l'annexe IV du présent arrêté. Seuls seront pris en compte pour cette épreuve les points obtenus au-dessus de la moyenne.

Art. 7. — Les épreuves de l'examen de l'option Moniteur de ski alpin pour enfants sont notées de 0 à 20 points. Toute note inférieure ou égale à 6 sur 20 à une épreuve quelconque peut être déclarée éliminatoire après délibération du jury.

Art. 8. — Pour être déclarés admis à l'examen susvisé, les candidats doivent avoir obtenu :

1° Une moyenne au moins égale à 10 sur 20 à chacun des groupes d'épreuves A et B prévus à l'article 6 ci-dessus ;

2° Un total d'au moins 190 points à l'ensemble des groupes d'épreuves A, B et C prévus à l'article 6 ci-dessus.

Art. 9. — En aucun cas un candidat ne peut se présenter à plus d'une session par an de l'examen probatoire ou de l'examen de l'option Moniteur de ski alpin pour enfants du brevet d'Etat de ski.

TITRE IV

Jurys des examens.

Art. 10. — Les jurys des examens susvisés sont composés des personnes suivantes désignées par le ministre chargé des sports :

1° Examen probatoire :

Le directeur régional de la jeunesse et des sports ou son représentant, président ;

Deux représentants de la fédération française de ski ;

Deux représentants des organisations professionnelles les plus représentatives ;

Deux professeurs de l'école nationale de ski et d'alpinisme ;

Un contrôleur de l'enseignement du ski ;

Deux techniciens qualifiés dits Ouvriers choisis sur une liste établie par la commission consultative du ski.

2° Examen du brevet d'Etat de ski (option Moniteur de ski alpin pour enfants) :

Le représentant du ministre chargé des sports, président ;

Le directeur de l'école nationale de ski et d'alpinisme ou son représentant ;

Deux professeurs de l'école nationale de ski et d'alpinisme ;

Deux représentants de la fédération française de ski ;

Deux représentants des organisations professionnelles les plus représentatives ;

Un contrôleur de l'enseignement du ski ;

Une ou plusieurs personnes titulaires du brevet d'Etat de ski (option Moniteur de ski alpin pour enfants) ou d'un diplôme reconnu équivalent ;

Eventuellement, un professeur spécialiste pour chaque langue vivante étrangère, choisie au titre de l'épreuve orale facultative.

Seuls les membres du jury titulaires du brevet d'Etat de ski (option Moniteur de ski alpin pour enfants ou option Ski alpin du premier degré au moins) sont habilités à juger les épreuves techniques.

Art. 11. — Sur proposition des jurys, le ministre chargé des sports arrête la liste des candidats définitivement admis à l'examen (option Moniteur de ski alpin pour enfants) de la formation spécifique du brevet d'Etat de ski.

Art. 12. — La liste des diplômes figurant au tableau B annexé à l'arrêté du 30 juillet 1965 est complétée par l'option Moniteur de ski alpin pour enfants du brevet d'Etat de ski créé par le décret n° 76-556 du 17 juin 1976 susvisé.

Art. 13. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1977.

PAUL DIJOU.